

Les chrétiens-démocrates hésitent toujours aux Pays-Bas

AMSTERDAM, 30 septembre (Reuters) - Les chrétiens-démocrates néerlandais restent divisés sur le bien-fondé de conclure un accord avec le parti islamophobe de Geert Wilders pour former le premier gouvernement minoritaire aux Pays-Bas depuis la Seconde Guerre mondiale.

L'avenir politique des Pays-Bas dépend désormais du congrès du parti chrétien-démocrate, la CDA, qui devra trancher samedi après 15 heures de discussions internes infructueuses mercredi.

L'accord tripartite conclu après trois mois de négociations prévoit la formation d'un gouvernement minoritaire entre la CDA et les libéraux du VVD, arrivés en tête des élections législatives de juin. Ce gouvernement bénéficierait du soutien au parlement du Parti de la Liberté (PVV) de Geert Wilders.

Des membres éminents de la CDA se sont élevés contre toute alliance avec Geert Wilders, dont le procès pour incitation à la haine raciale contre les musulmans reprend lundi.

La plupart d'entre eux sont toutefois persuadés que l'accord de gouvernement sera approuvé lors du congrès du parti samedi.

"Je crains énormément que le congrès vote pour", a ainsi prédit l'ancien Premier ministre Dries van Agt, cité jeudi par le journal De Volkskrant.

CONCESSIONS

Ab Klink, ancien ministre chrétien-démocrate de la Santé, a invité ses collègues de la CDA à rejeter le projet d'accord.

Cette coalition "n'est bonne ni pour les chrétiens-démocrates ni pour le pays", a dit Ab Klink, qui a quitté les négociations avec les libéraux et le PVV en raison des positions de Geert Wilders sur l'immigration.

Il a toutefois lui aussi prédit une approbation de l'accord lors du congrès samedi.

Maxime Verhagen, le chef de file des chrétiens-démocrates, s'est dit certain d'obtenir une "écrasante majorité" en faveur d'un accord qu'il a contribué à nouer.

On ignore l'ampleur des concessions acceptées par les libéraux et les chrétiens-démocrates lors de leurs négociations avec le Parti de la Liberté.

Il semble cependant que Geert Wilders, qui souhaite interdire le Coran et mettre fin à l'immigration musulmane aux Pays-Bas, ait obtenu une baisse drastique des fonds alloués à la politique d'intégration des immigrés.

Agrégation de trois formations religieuses, la CDA se positionne généralement davantage en fonction de critères moraux que de l'habituel clivage gauche-droite.

Certains de ses membres craignent qu'une coopération avec Geert Wilders n'accroisse les divisions culturelles dans un pays dont un million des 16,5 millions d'habitants sont musulmans.

Les libéraux souhaitent mettre en oeuvre une politique d'austérité pour réduire un déficit budgétaire équivalent à 5,8% du PIB. Un rejet de l'accord de coalition par le congrès chrétien-démocrate risquerait de retarder la mise en oeuvre de cette politique.

